# LA GAUCHE ANTI-MACRON

### solidaire - sociale - écologique



Remplaçante : Sandrine Ipas conjointe collaboratrice dans une entreprise artisanale



Nadia Denis-Hammadi aide soignante, militante associative féministe, écologiste et citoyenne



Alain Derrey coordonnateur Réseau Écoles Rurales pour les écoles de Marssac et Castelnau-de Lévis



Remplaçant: Fabien Ouzoulias travailleur indépendant

### Madame, Monsieur,

La COVID a transformé notre quotidien mais a surtout mis en évidence les choix désastreux d'Emmanuel Macron et de ses prédécesseurs en matière de protection sociale, de services publics et de souveraineté industrielle. La crise sanitaire et sociale se poursuit. Le bilan humain de la pandémie est terrible. Le chômage progresse, nombre de revenus baissent, la demande d'aide alimentaire explose.

Nous voulons des politiques départementales qui placent l'humain au cœur de tous les choix, en renforçant les actions sociales, écologiques et la solidarité. Face à la crise, notre département doit jouer son rôle de bouclier social. Au plus près de vous et de vos besoins, son action est essentielle pour développer le service public. Cela nécessite des moyens. Or les financements de l'État ne sont pas à la hauteur. C'est inadmissible!

En tant qu'élus communistes et partenaires, notre premier engagement sera d'assurer un haut niveau de service public dans tous les domaines, en nous mobilisant contre le désengagement de l'État. Nous lutterons également pour le maintien de l'emploi, le développement des territoires, nous accentuerons le développement des dispositifs de lutte contre la pauvreté et la précarité, mettrons en œuvre des politiques publiques à forte ambition écologique et défendrons la démocratie et l'action citoyenne.

Engagés pour améliorer concrètement votre quotidien, nous serons à vos côtés, dans les mobilisations, nous défendrons les valeurs d'égalité et de solidarité, de laïcité et de lutte contre le racisme, l'antisémitisme et toutes les discriminations.

Alain Derrey & Nadia Denis-Hammadi

Entre 1998 et 2015, dans les cantons historiques de l'Albigeois, avec la gauche plurielle, vous aviez un conseiller général à votre écoute. Rassemblés, citoyens et élus, nous défendions nos services publics (Écoles, gare, bureaux de poste...). Depuis 2017, certains font le choix de dissimuler ou de ne plus assumer leur étiquette politique, attitude fort commode pour conclure des alliances électorales sans cohérence politique ni programme clair. Ce n'est pas notre choix, nous revendiquons fièrement nos valeurs et nous vous proposons d'utiliser ce bulletin de vote pour que des voix de gauche se fassent entendre au Conseil Départemental.

La GAUCHE pour le TARN en COMMUN

## **NOS 10 PRIORITÉS POUR LE TARN**

Pour des politiques de proximité ambitieuses, nous commencerons par demander un remboursement des dettes de l'État et des surcoûts liés à la pandémie auprès de notre département ainsi qu'une augmentation de ses moyens via des dotations.

Nous demanderons la suppression de la subvention de plus de 30 millions d'euros à l'autoroute privée à péage *Castres-Toulouse*.

### 1. Une grande ambition pour la santé, la solidarité et l'aide aux personnes

La santé ne peut plus être sacrifiée: soutien aux hôpitaux, maternités et crèches, mise en place d'un centre de santé public sur le territoire de l'Albigeois, renforcement de l'aide à l'enfance et aux Mineurs non accompagnés, compétence obligatoire mal assumée aujourd'hui.

#### 2. Construire une vraie politique pour la jeunesse

Face aux ravages causés par la pandémie nous ferons de la lutte contre le décrochage scolaire notre priorité: gratuité des transports, achat de matériel scolaire, renforcement des moyens des missions locales.

#### 3. Mettre en œuvre un plan d'urgence pour les collèges

Nous mettrons en place un plan d'équipement et de rénovation des collèges en exigeant de l'État les postes et moyens financiers nécessaires. Nous favoriserons également la mixité sociale.

#### 4. Écologie: être plus audacieux!

Nous agirons pour la préservation de l'environnement et la transition écologique en soutenant le développement des habitats durables, en favorisant une meilleure gestion de l'eau et des déchets, en assurant la promotion des transports en commun, en apportant un soutien réel à une agriculture de qualité accessible à tous.

#### 5. Préserver et développer l'emploi sur les territoires

Nous soutiendrons les PME et TPE et nous favoriserons la création d'emploi et de service tout en continuant à lutter contre les licenciements. Nous souhaitons mettre en place un fonds d'investissement pour le développement de l'emploi, de la formation et de la transformation écologique.

#### 6. Promouvoir l'égalité

Nous continuerons à promouvoir l'égalité, en priorité l'égalité femmes-hommes, à travers la lutte contre les violences faites aux femmes et pour l'égalité dans tous les domaines. Nous lutterons contre le racisme, l'antisémitisme et toutes les discriminations par la création de projets élaborés en partenariat avec les associations.

#### 7. Agir en faveur d'un logement décent et durable

Nous construirons des logements sociaux de haut niveau, avec des loyers bas et des logements adaptés aux différents besoins de la population. Nous favoriserons également l'accession à la propriété et la rénovation thermique des logements anciens.

#### 8. Lutter pour le droit à vieillir dans la dignité

L'autonomie est un élément essentiel de dignité pour les personnes âgées. Nous demandons donc sa prise en charge globale par l'Assurance maladie ainsi que la mise en place d'un grand service public de l'autonomie fondé sur la solidarité nationale.

#### 9. S'engager pour la culture

Nous renforcerons l'aide à la création, la démocratisation culturelle, le soutien à la diversité culturelle et les aides aux associations. Nous développerons les équipements culturels de proximité.

#### 10. Amplifier le dialogue citoyen

Nous mettrons la démocratie au cœur de notre action politique, notamment par la création d'une assemblée citoyenne départementale et le retour à l'application de la Charte de la Participation votée à l'unanimité en 2011 sur proposition de Roland Foissac.

